

# Plan de services en français

## French-language Services Plan

2018–2019

Department of Justice

Ministère de la Justice



## **Message de la sous-ministre**

C'est avec grand plaisir qu'au nom du ministère de la Justice, je présente le plan de services en français du Ministère pour 2018-2019. Le plan a été élaboré à partir d'une grande quantité d'informations fournies par les divisions du Ministère, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques.

Le Ministère de la Justice est chargé d'administrer la justice et de promouvoir la sécurité des Néo-Écossais grâce à des programmes, à des services et à des initiatives liés à la justice. La pierre angulaire de toutes ces entreprises est la collaboration, la détermination et l'excellence. Le présent rapport résume les progrès réalisés par le Ministère dans la prestation de services en français.

Au cours de la dernière année, le Ministère a :

- ❖ nommé deux juges bilingues à la Cour provinciale;
- ❖ approuvé un contrat de 5 ans pour offrir des cours de terminologie juridique en français;
- ❖ mené une consultation sur le cannabis dans les deux langues officielles;
- ❖ négocié une entente relative à la *Loi sur les contraventions* avec Justice Canada pour la période de 2018 à 2023. En vertu de cette loi, les personnes qui contestent une contravention fédérale peuvent choisir d'être entendues en cour en anglais ou en français. Grâce à l'entente conclue, nous recevons des fonds pour offrir des services en français dans les tribunaux provinciaux.

Nos plans pour l'année sont de poursuivre le travail pour que les Néo-Écossais se sentent en sécurité et qu'ils aient confiance dans le système de justice. Nous continuerons aussi à travailler avec le

## **Message from the Deputy Minister**

On behalf of the Nova Scotia Department of Justice, we are very pleased to present the 2018-2019 Department of Justice's French-language Services Plan. This Plan is the result of extensive input from divisions across our Department, Nova Scotia Legal Aid (NSLA), and the Public Prosecution Service (PPS).

The Nova Scotia Department of Justice is responsible for the administration of justice and for promoting the safety and security of Nova Scotians through justice-related programs, services and initiatives. The cornerstone of all these endeavors is collaboration, dedication and excellence. This report summarizes the progress the department has made providing French-language services.

In the past year, the Department of Justice has:

- ❖ appointed 2 bilingual provincial court judges;
- ❖ approved a 5-year contract for French legal terminology training;
  
- ❖ held a cannabis consultation in both official languages;
  
- ❖ negotiated a 2018-2023 *Contravention Act* agreement with Justice Canada. Under the *Contraventions Act*, persons who are disputing a federal ticket can opt to have their matter heard in English or French. As such, we receive funding under the *Contraventions Act* Agreement to provide French services in provincial Courts.

Our plans for the year will see work continue to help Nova Scotians feel safe and secure and to ensure they have confidence in the justice system. We will also continue to work with government and community partners to ensure French-language

|   |   |
|---|---|
| <p>gouvernement et nos partenaires communautaires pour que les services en français soient offerts efficacement et qu'ils répondent aux besoins de nos concitoyens.</p> <p>Dans la prochaine année, le Ministère ciblera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ l'embauche d'employés bilingues;</li> <li>❖ l'application de l'entente relative à la <i>Loi sur les contraventions</i> pour la période de 2018 à 2023;</li> <li>❖ l'offre de cours de français aux employés, y compris du tutorat en français pour les juges bilingues;</li> <li>❖ le soutien aux besoins en interprétation dans les tribunaux.</li> </ul> <p>Nous désirons aussi reconnaître les employés qui ont accompli cet important travail. Leurs efforts visent à faire de la Nouvelle-Écosse un endroit où les droits et la sécurité de tous sont protégés et promus grâce à des programmes et à des services efficaces et réceptifs. Nous présentons le plan de services en français, qui comprend le rapport d'activités de 2017-2018, en remerciant sincèrement nos employés partout dans la province et les lecteurs qui prendront le temps de lire ce que nous avons fait au cours de la dernière année.</p> <p>Nous aimerions recevoir vos commentaires sur le plan de 2018-2019. Nous tenons à remercier bien sincèrement tous ceux et celles qui ont contribué à son élaboration et qui contribueront à sa mise en œuvre dans l'année qui vient.</p> <p>Merci.</p> <p><a href="#">La sous-ministre,</a><br/>Karen Hudson, c.r.</p> | <p>Services are effectively delivered and meet the needs of our citizens.</p> <p>In the coming year, the department will focus on:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ hiring bilingual staff;</li> <li>❖ implementing the 2018-2023 federal <i>Contravention Act</i> agreement;</li> <li>❖ providing French training to staff, including French tutoring for bilingual judges;</li> <li>❖ support interpretation needs in the courts.</li> </ul> <p>We want to recognize our staff who have carried out this important work. Their efforts are aimed at making Nova Scotia a place where the rights and safety of all people are protected and promoted with efficient and responsive justice programs and services. We present this French-language Services Plan - which includes the 2017-18 accountability report - with a sincere 'Thank You' to our employees across the province; and to you, for taking the time to read about our accomplishments.</p> <p>We welcome your feedback on the plan for 2018-19 and extend sincere thanks to all who helped develop it and all who will contribute to its implementation.</p> <p>Thank you.</p> <p>Karen Hudson, QC<br/>Deputy Minister</p> |
|---|---|

## ***Réponses aux demandes en français***

### ***Justice***

Les Services judiciaires et les Services correctionnels sont les divisions du ministère de la Justice qui ont le plus de contacts avec le public. Les employés de ces divisions transmettent les demandes reçues en français, tant oralement que par écrit, à des employés de leur propre lieu de travail qui peuvent y répondre en français. Si aucun employé dans leur division n'est en mesure de répondre à la demande en français, la correspondance est transmise au bureau principal pour traduction ou à un autre membre du personnel capable de répondre aux questions en français.

Les Services juridiques répondent aux demandes reçues en français, tant oralement que par écrit, selon les possibilités. Plusieurs employés sont en mesure de répondre au pied levé aux demandes et aux appels en français.

D'autres divisions ont des employés qui participent au programme *Bonjour!* et qui répondent à des demandes précises en français. Si personne ne peut traiter la demande localement, celle-ci peut être transmise à la coordonnatrice des services en français du Ministère.

Le logiciel Antidote a été installé sur 35 ordinateurs utilisés par le personnel des tribunaux (juges, procureurs de la Couronne, sténographes judiciaires et agents de probation). Il facilitera la correspondance entre le Ministère et ses interlocuteurs. Antidote est un logiciel correcteur en français.

### ***L'Aide juridique et le Service des poursuites publiques***

Bien que l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques fonctionnent indépendamment du ministère

## ***Responses to French Requests***

### ***Justice***

Court Services and Correctional Services are the divisions within the Department of Justice that have the most public contact. Employees in Courts and Corrections forward French written or oral requests to staff within their workplace who can respond in French. If there is no one in the office who can respond in French, the correspondence is forwarded to Head Office for translation, or to other staff who can answer questions in French.

Legal Services responds to French requests, in writing and orally, as capacity permits and they have several staff with French-language capacity who can field calls and inquiries.

Other divisions have staff members participating in the "*Bonjour!*" campaign to respond to specific inquiries in French. If there is no one at the local level who can manage the request, it may be referred to the Department's French-language Services Coordinator.

The installation of 35 'Antidote' licenses on court staff computers (for Judges, Crown Prosecutors, Court Reporters and Probation Officers) will also facilitate correspondence between the department and its stakeholders. Antidote is a French corrections software program.

### ***Nova Scotia Legal Aid and Public Prosecution Service***

While they operate independently from the Department of Justice, both Nova Scotia Legal Aid (NSLA) and the Public Prosecution Service (PPS) take part in the French-

|  |  |
|--|--|
| <p>de la Justice, ces services sont inclus dans son plan de services en français.</p> <p>Les points de service de l'Aide juridique qui offrent tous les services sont ceux qui ont le plus de contacts avec le public. Les employés transmettent les demandes reçues en français, tant oralement que par écrit, à des employés de leur propre lieu de travail qui peuvent y répondre en français. Si aucun employé dans le bureau n'est en mesure de répondre à la demande en français, la correspondance est transmise au bureau principal pour traduction ou à un autre membre du personnel capable de répondre aux questions en français.</p> <p>En 2018-2019, nous continuerons à tenir compte du nombre de demandes pour des services en français. L'Aide juridique répond en français aux demandes reçues en français, tant oralement que par écrit, selon les possibilités. Elle a des employés qui parlent couramment le français et qui peuvent répondre aux demandes.</p> <p>L'Aide juridique participe à la campagne <i>Bonjour!</i> pour répondre à des demandes précises en français. Si personne ne peut traiter la demande localement, celle-ci peut être transmise à un membre du personnel qui peut y répondre en français.</p> <p>L'Aide juridique garde à jour une liste d'avocats qui parlent français et qui acceptent d'offrir des services en français au téléphone à titre d'avocat de service. Elle a quelques employés qui peuvent converser en français. Elle répond en français aux lettres reçues en français. Les documents sont traduits soit à l'interne soit par Communications Nouvelle-Écosse.</p> <p>Le Service des poursuites publiques compte des employés qui peuvent répondre aux demandes du public de communiquer en français, et ce, dans ses quatre régions géographiques. Il compte</p> | <p>language Services Plan.</p> <p>NSLA full service offices have the most public contact. Employees forward French written or oral requests to staff within their workplace able to respond in French. If there is no one within the office who can respond in French, the correspondence is forwarded to Head Office for translation or to other staff who can answer questions in French.</p> <p>In 2018-19 we will continue to track requests for French-language services. NSLA responds to French requests, in writing and orally, as capacity permits and has staff fluent in French who can address inquiries.</p> <p>NSLA participates in the <i>"Bonjour!"</i> campaign to respond to specific inquiries in French. If there is no one at the local level who can manage the request, it may be referred to staff who can respond in French.</p> <p>NSLA also maintain a list of French-speaking lawyers who are willing to provide telephone duty counsel services in French. Legal Aid has a few staff members who can converse in French. If Legal Aid receives written correspondence in French, the response will be in French. Documents will be translated in-house or by Communications Nova Scotia.</p> <p>PPS has members of their staff in each of their four geographic regions who can respond to requests from the public to communicate in French. The PPS has eight Crown Attorneys who can conduct trials in French. These communication obligations</p> |
|--|--|

|  |  |
|--|--|
| <p>aussi huit procureurs de la Couronne qui peuvent conduire des procès en français. Ces obligations en matière de communication en français sont régies par l'article 530.1 du <i>Code criminel</i>.</p>  | <p>are governed by section 530.1 of the <i>Criminal Code</i>.</p>  |
| <p><b><i>Inventaire des services en français</i></b></p> <p><b>Les Services judiciaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tiennent des audiences en français devant les tribunaux, conformément au <i>Code criminel</i>;</li> <li>• offrent des services d'interprétation à la Cour provinciale pour les affaires criminelles;</li> <li>• encouragent la participation du personnel à la campagne <i>Bonjour!</i>;</li> <li>• offrent des services de traduction simultanée à la Cour suprême et à la Cour d'appel pour les affaires criminelles, s'il y a lieu;</li> <li>• font traduire en français des documents imprimés et en ligne dans les domaines prioritaires;</li> <li>• offrent des services d'interprétation au tribunal de la famille dans certains cas;</li> <li>• traitent en français les requêtes en divorce non contestées;</li> <li>• offrent le Programme d'information pour les parents (PIP) à la Division de la famille et au Tribunal de la famille;</li> <li>• ont, dans des localités précises, des employés bilingues dans les bureaux de l'administration des centres de justice.</li> </ul> <p><b>Les Services correctionnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rédigent en français des rapports présentenciels;</li> <li>• supervisent en français des détenus à certains endroits;</li> <li>• encouragent la participation du personnel à la campagne <i>Bonjour!</i></li> </ul> <p><b>La Division de la sécurité publique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• donne, sur demande, des exposés en français sur la</li> </ul> | <p><b><i>French-language Services Inventory</i></b></p> <p><b>Court Services provides:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• hearings in court in accordance with the <i>Criminal Code</i>;</li> <li>• interpreters in Provincial Court for criminal matters;</li> <li>• staff participation in the "<i>Bonjour!</i>" campaign;</li> <li>• simultaneous interpreters as required at Supreme Court and Appeal Court for criminal matters;</li> <li>• translated print and website materials in priority subject areas;</li> <li>• interpreters in Family Court for certain matters;</li> <li>• processing of applications for uncontested divorces in French;</li> <li>• a Parent Information Program in both official languages in Family Division and Family Court; and</li> <li>• bilingual staff in court administration offices located in designated areas.</li> </ul> <p><b>Correctional Services provides:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• French presentence reports;</li> <li>• offender supervision in French at certain locations; and</li> <li>• staff participation in the "<i>Bonjour!</i>" campaign.</li> </ul> <p><b>Public Safety and Security provides:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• French educational presentations about cyberbullying upon request;</li> </ul> |

|  |   |
|--|---|
| <p>cyberintimidation;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• offre des services en français au comptoir et au téléphone dans les bureaux de la sécurité privée et des armes à feu;</li> <li>• a un agent des armes à feu dans la région de Yarmouth.</li> </ul> <p><b>Le Service des poursuites publiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• introduit des instances judiciaires en français qui ne sont pas comprises dans l'article 530.1 du <i>Code criminel</i> (en plus d'offrir les services en français dans les situations décrites dans le <i>Code criminel</i>);</li> <li>• communique oralement et par écrit en français avec des organismes parallèles (particulièrement les services de police) et le public (notamment les accusés, les témoins et les médias).</li> </ul> <p><b>L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• publie sur son site Web des informations dans les deux langues officielles du pays;</li> <li>• offre gratuitement, immédiatement et 24 heures sur 24 un service de consultation téléphonique avec un avocat de service qui donne des conseils juridiques en anglais ou en français aux personnes en état d'arrestation ou qui sont détenues;</li> <li>• retient au besoin les services d'un avocat qui parle français pour représenter un accusé, même si cet avocat doit venir de l'extérieur de la province.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• phone and counter services in French in the private security and firearms offices; and</li> <li>• a bilingual Firearms Officer in the Yarmouth area.</li> </ul> <p><b>Public Prosecution Service provides:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• court proceedings in French not covered by s. 530.1 of the <i>Criminal Code</i> of Canada (in addition to the French-language services required by the <i>Criminal Code</i>); and</li> <li>• oral and written communication in French with collateral agencies (particularly police agencies) and the public (including accused persons, witnesses and the media).</li> </ul> <p><b>Nova Scotia Legal Aid provides:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• information on their website in both official languages;</li> <li>• a 24-hour telephone duty counsel service providing free and immediate legal advice in French or English to people who have been arrested or detained; and</li> <li>• French-speaking counsel under retainer to represent the accused even if counsel must be from out of province.</li> </ul> |
| <p><b>Coordonnateur(trice) de services en français</b></p> <p>Léda M.D. Zlotnick    902-424-1274    <a href="mailto:Leda.Zlotnick@novascotia.ca">Leda.Zlotnick@novascotia.ca</a></p>   | <p><b>French-language Services Coordinator</b></p> <p>Léda M.D. Zlotnick    (902) 424-1274    <a href="mailto:Leda.Zlotnick@novascotia.ca">Leda.Zlotnick@novascotia.ca</a></p>  |

## ***Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2017-2018***

### ***Buts et objectifs 2017-2018***

#### ***Objectif stratégique n° 1 – Leadership et orientation politique***

Pour se faire les champions des cadres de planification, d'administration et d'élaboration de politiques pour la mise en œuvre de la *Loi sur les services en français* et son règlement et en assurer le soutien, le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :

- appuyer les Affaires acadiennes par l'application de la Loi sur les services en français et de son règlement;
- contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement provincial sur les services en français;
- continuer d'élaborer des politiques pour appuyer la prestation de services en français.

#### ***Mesures prévues en 2017-2018***

Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques appuient les Affaires acadiennes en s'engageant à rédiger un rapport sur le plan de services en français de 2016-2017, qui comprend aussi le plan des mesures prévues pour 2017-2018, et à publier ce rapport sur leurs sites Web respectifs au plus tard le 31 mars 2017, et ce, en français et en anglais.

### ***Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2017-2018***

**Le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et**

## ***Progress in Reaching Goals and Objectives for 2017-2018***

### ***Goals and Objectives for 2017-2018***

#### ***Strategic Objective 1: Leadership and Policy Direction***

To champion and support the policy development, planning, and administrative frameworks for the implementation of *the French-language Services Act* and Regulations, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:

- supporting Acadian Affairs by implementing the *French-language Services Act* and Regulations;
- contributing to the provincial government's Annual Plan and Progress Report on French-language services; and
- ongoing development of policies to support the delivery of French-language services.

#### ***Planned Measures for 2017-2018***

In supporting Acadian Affairs, the Department, NSLA and PPS are committed to completing and publishing the 2016-17 French-language Services Accountability Report and the 2017-18 business plan in French and English on their website by March 31, 2017. The new version of the French Hearing Protocol reflecting any changes to practices in the courts will be approved and incorporated in the Provincial Court Manual.

### ***Progress in Reaching Goals and Objectives for 2017-2018***

**Department of Justice, NSLA and PPS**



|   |  |
|---|--|
| <p><b>le Service des poursuites publiques</b></p> <p>1) <i>Le Ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques appuient la Loi sur les services en français et son règlement et s'engagent à afficher sur leur site Web, au plus tard le 31 mars 2018, le rapport sur le plan de services en français pour l'exercice de 2017-2018 ainsi que le plan pour l'exercice de 2018-2019.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le Ministère a rédigé dans les deux langues officielles un rapport sur son plan de services en français de 2016-2017, qui comprend aussi le plan des mesures prévues pour 2017-2018. Il l'a présenté à l'équipe de la haute direction pour son approbation et l'a affiché sur le site Web du Ministère le 25 avril 2017.</li> </ul> <p>2) <i>Nouveaux éléments</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le dépliant d'orientation pour les nouveaux employés du Ministère publié le 27 avril 2017 comprend une section sur les services en français.</li> <li>➤ La coordonnatrice des services en français rencontre chaque semaine le directeur des communications du Ministère pour discuter des services en français.</li> <li>➤ La coordonnatrice des services en français fait partie du groupe qui procède aux entrevues d'embauche quand il s'agit de doter des postes bilingues.</li> </ul> <p><b>Les Services judiciaires</b></p> <p><i>Les Services judiciaires auront un protocole d'audience en français qui reflétera tout changement aux pratiques dans les tribunaux. Le protocole devra être approuvé par l'équipe de la haute direction et le bureau du juge en chef, et il sera publié dans le manuel de la Cour provinciale.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le protocole d'audience en français a été révisé par le comité consultatif interne sur les services en français, revu par</li> </ul> | <p>1) <i>Supportive of the French-language Services Act &amp; Regulations, the Department of Justice, NSLA and PPS are dedicated to drafting and making public on their website, the 2017-18 French-language Services Accountability Report and the Business Plan for 2018-19 in both official languages by March 31, 2018.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The Department of Justice 2016-17 French-language Services Accountability Report and the 2017-18 Goals and Priorities were completed in both official languages, presented to the Senior Management Team for approval and posted on the website by April 25, 2017.</li> </ul> <p>2) <i>New items</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Orientation brochure for new Justice employees issued April 27, 2017 includes a section about French-language services;</li> <li>➤ French-language Coordinator met weekly with the Department of Justice Communication Director to discuss French services;</li> <li>➤ French-language Coordinator is engaged with an interview panel pool for bilingual positions.</li> </ul> <p><b>Court Services</b></p> <p>1) <i>will have the French Hearing Protocol, reflecting any change to practices in the courts, vetted by the Senior Management Team and the office of the Chief Judge and published in the Nova Scotia Provincial Court Manual.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ French Hearing Protocol revised by the Divisional French-language Advisory Committee, reviewed by the Senior Management Team and approved by the</li> </ul> |
|---|--|

|  |  |
|--|--|
| <p>l'équipe de la haute direction et approuvé par le bureau du juge en chef. Le travail continue.</p> <p><b>Le Service des poursuites publiques</b></p> <p>1) <i>Avoir un représentant au comité des services en français.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Il y a toujours quelqu'un qui représente le Service des poursuites publiques au sein du comité.</li> </ul> <p>2) <i>Garder à jour une liste des avocats de la poursuite qui peuvent conduire des procès en français afin de pouvoir respecter l'article 530.1 du Code criminel;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La liste des avocats de la poursuite qui peuvent conduire des procès en français est tenue à jour par le bureau principal. Ces avocats ont des cartes professionnelles bilingues pour souligner le fait qu'ils peuvent conduire des procès en français.</li> </ul> <p>3) <i>Garder à jour une liste des membres du personnel qui peuvent communiquer en français avec les parties intéressées et encourager la participation au programme Bonjour!</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Étant donné que le Service des poursuites publiques n'a personne pour tenir la liste à jour, cette tâche est reportée à plus tard.</li> </ul> <p><b>L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse</b></p> <p>1) <i>L'Aide juridique sera représentée au sein du comité consultatif sur les services en français du Ministère.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'Aide juridique a désigné quelqu'un pour la représenter. Le travail continue.</li> </ul> <p>2) <i>L'Aide juridique continuera de consulter les intervenants francophones.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'Aide juridique a continué de faire partie du comité sur les services en français. Le travail continue.</li> </ul> | <p>Chief Judge's office - ongoing.</p> <p><b>The Public Prosecution Service</b></p> <p>1) <i>maintain a representative on the French-language services committee;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ This position was maintained – ongoing.</li> </ul> <p>2) <i>maintain and update a list of Crown Attorneys able to conduct trials in the French language pursuant to s.530.1 of the Criminal Code;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ A list of Crown Attorneys able to conduct trials in French is maintained and updated by Head Office. These Crown Attorneys have been provided with bilingual business cards to highlight their ability to conduct French trials.</li> </ul> <p>3) <i>maintain a list of staff members able to communicate with stakeholders in the French-language and encourage participation in the "Bonjour!" campaign.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Since PPS does not have anyone to perform this function at this time, this item will be carried over.</li> </ul> <p><b>Nova Scotia Legal Aid</b></p> <p>1) <i>will be represented on the Department of Justice French-language Advisory Committee.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Member identified – ongoing.</li> </ul> <p>2) <i>will continue to consult with French-language stakeholders;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Maintained membership on FLS Committee – ongoing.</li> </ul> |
|--|--|

- 3) L'Aide juridique publiera sur son site Web des informations sur l'aide juridique dans les deux langues officielles du pays.
- L'Aide juridique a collaboré avec la coordonnatrice des services en français pour que le contenu du nouveau site Web soit traduit, formaté et affiché sur son site Web. Le travail continue. <https://www.nslegalaid.ca/fr/aide-juridique-de-la-nouvelle-ecosse-2/>

**Objectif stratégique n°2 – Disponibilité et accessibilité des services en français**

Pour augmenter la visibilité des services en français par l'offre active, la communication, les ressources électroniques et sur papier et pour avoir une plus grande capacité chez les fonctionnaires d'offrir des services en français, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés :

- à offrir des services et du matériel d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone;
- à appuyer l'apprentissage du français chez les employés;
- à augmenter la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires.

**Mesures prévues en 2017-2018**

En appui à l'augmentation des services en français par une offre active, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à continuer d'offrir des services et des informations en français au public. Dans le but d'améliorer les services offerts en français, différents cours de français pour différents niveaux seront offerts aux employés. Améliorer l'accès à la justice signifie aussi de prendre en considération les besoins des populations qui sont difficiles à joindre. Un accès réel aux services et aux informations signifie que les informations demandées sont

- 3) will publish on Legal Aid's website information about Legal Aid in both official languages;
- Collaborated with the French-language Services Coordinator to have new website content translated, formatted and published on NSLA website – ongoing. <https://www.nslegalaid.ca/fr/aide-juridique-de-la-nouvelle-ecosse-2/>

**Strategic Objective 2: Availability and Accessibility of French-language Services**

To increase the visibility of French-language services through active offer, communications, print and electronic material, and increase French-language capacity of public servants, the Department, NSLA and PPS are committed to:

- delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community;
- supporting French-language training for staff; and
- increasing capacity to provide French-language services in priority areas.

**Planned Measures for 2017-2018**

In support of increasing French services through active offer, the Department, NSLA and PPS are committed to the ongoing provision of French services and information to the public. With an aim to improve French-language services, various kinds and levels of French training will be offered to staff. Improving access to justice also means considering the needs of hard to reach populations. Meaningful access to services and information means that responsive information and services are offered at the optimal time. To that end, they will offer - mainly on their websites - a variety of translated materials from various divisions. The Department, NSLA and PPS will advertise French-language capacity as an asset or as a requirement where

données le plus rapidement possible et que les services sont offerts le plus tôt possible. À cette fin, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques offrent, principalement sur leurs sites Web respectifs, divers documents traduits provenant de plusieurs divisions. Quand ils embaucheront de nouveaux employés, ils indiqueront dans les offres d'emploi que la connaissance du français est un atout ou une exigence, selon le cas, et ils feront la promotion des programmes offerts en français. Le Ministère continuera d'offrir, sur demande, les services accessibles en français et d'embaucher des employés bilingues dans les secteurs de service clés.

#### ***Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2017-2018***

##### **Le ministère de la Justice :**

- 1) *Consulter et rencontrer régulièrement l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) afin d'explorer les nouveaux secteurs où des services additionnels pourraient être offerts à la communauté acadienne et francophone.*
  - A participé aux réunions tenues les 6 juin et 23 octobre 2017 au bureau d'Accès Justice.
- 2) *Faire la promotion du bilinguisme comme étant un atout dans les offres d'emploi.*
  - A indiqué dans les offres d'emploi que la connaissance du français serait considérée comme un atout.

##### **Gestion de l'information et des politiques**

- 1) *Nouvel élément*
  - La Division de la gestion de l'information et des politiques a procédé à un sondage sur la légalisation du cannabis durant la période du 6 au 27 octobre 2017. Le sondage était en anglais et en français et pouvait être fait en ligne ou sur

appropriate when hiring new staff, and will promote Programs available in French. The Department will continue to provide, upon request, those services that are available in French, as well as employ bilingual staff in key service areas.

#### ***Progress in Reaching Goals and Objectives for 2017-2018***

##### **The Department of Justice will:**

- 1) *consult and meet regularly with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) to explore areas where enhanced services could be offered to Acadian and francophone community;*
  - Participated in meetings held on June 6, 2017 and October 23, 2017 at Access Justice office.
- 2) *promote bilingualism as an asset in employment competitions;*
  - Posted for employment advertising French would be considered an asset to increase bilingual capacity.

##### **Policy and Information Management**

- 1) *Added item*
  - Implemented a survey about cannabis legalization during the period of October 6-27, 2017. The survey was made available in both English and French and could be completed online or through hardcopy available from Access Nova Scotia Centers throughout the Province. Response to the

copie papier. Les gens pouvaient se procurer le questionnaire sur papier dans les centres d'Accès Nouvelle-Écosse partout dans la province. Le sondage a soulevé beaucoup d'intérêt et les gens y ont répondu rapidement. En tout, 31 031 sondages ont été remplis (37 ont été envoyés par la poste et 122 ont été remplis en français.)

#### **La Division de la sécurité publique**

Dans le plan de services en français de 2017-2018, la Division de la sécurité publique du Ministère s'était fixé plusieurs buts et elle avait établi plusieurs priorités. Voici ce qui a été fait :

##### **1) Pratiques d'embauche**

- Quand il y avait lieu, la Division de la Sécurité publique a continué d'appliquer sa politique d'indiquer dans les offres d'emploi que la connaissance du français était un atout.

##### **2) Éducation**

- La Division a informé ses employés de la possibilité de suivre des cours de français et elle les a encouragés à le faire.

##### **3) Matériel imprimé**

- Il y a eu quelques changements à l'Unité CyberScan. Par conséquent, le matériel d'information en français et en anglais a été révisé pour en vérifier l'exactitude et il a été imprimé.
- La Division a produit du matériel promotionnel en français pour le programme de primes pour aider à élucider des crimes non résolus.

##### **4) Programme canadien des armes à feu**

- La Division a continué d'offrir des services en français en ayant notamment des instructeurs francophones pour les

survey was quick and generated a lot of interest. In total, 31,031 surveys were completed (including 37 mailed-back and 122 surveys completed in French).

#### **Public Safety and Security**

In the 2017-2018 FLS Business Plan, the Public Safety and Security Division of the Department of Justice committed to several goals and priorities over the past year, with results as follows:

##### **1) Hiring Practices:**

- Maintained the policy of advertising vacant positions with French considered an asset where appropriate.

##### **2) Education:**

- Identified, informed, and encouraged the Public Safety and Security Division staff about taking opportunities for French training.

##### **3) Printed Material:**

- The CyberScan Unit has undergone some changes. As a result, informational material in French and English was revised for accuracy, and printed.
- Produced promotional material in French for the "Rewards for Major Unsolved Crimes".

##### **4) Canadian Firearms Program:**

- Continued to provide French services in its programs; such as French instructors for courses, and printed material.

cours et du matériel imprimé en français.

5) *Rencontre avec les parties intéressées*

- La Division a entretenu la collaboration entre l'Unité de prévention du crime et le Conseil scolaire acadien provincial (CSAP) au sujet de l'approche réparatrice dans les écoles.
- L'embauche d'un directeur bilingue pour le programme de la justice réparatrice
- Elle a présenté 8 exposés sur la cybersécurité en français dans 4 écoles différentes. (Activité continue)
- Elle a créé un sondage pour obtenir les commentaires des participants aux exposés sur la cybersécurité. Le sondage a été traduit en français. Nous attendons la permission des différents conseils scolaires pour pouvoir distribuer le sondage aux jeunes. (Activité continue)
- La Division a offert des services en français au comptoir et au téléphone dans les bureaux de la sécurité privée et des armes à feu.

**Les Services judiciaires**

1) *Continuer d'encourager les employés à suivre les cours de français offerts par l'Université Sainte-Anne, de même que les séminaires de formation à l'interne.*

- Une sténographe judiciaire francophone a eu sept semaines de tutorat en français à l'Université Sainte-Anne.
- Trois juges de la Cour provinciale ont suivi une formation linguistique juridique pendant une semaine à Caraquet (N.-B.) en mai 2017. Trois autres juges ont suivi la même formation en octobre 2017.
- Deux membres du personnel ont participé à la Semaine de perfectionnement en français juridique à Ottawa (Ontario) du 23 au 27 janvier 2018, offerte par le Centre canadien de français juridique.  
Cinq séances de formation sur la terminologie juridique en français d'une journée ont été données par le Centre

5) *Stakeholder Engagement:*

- Continued collaboration between the Crime Prevention Unit and the Conseil Scolaire Acadien Provincial (CSAP) regarding Restorative Approaches in schools.
- Hired a bilingual Director of Restorative Justice.
- Delivered 8 cyber-safety presentations in French at 4 different schools. - ongoing.
- Created a survey to collect participant feedback from the cyber-safety presentations. The survey has been translated into French. We are waiting to obtain permission from the various school boards in distributing the survey to youth – Ongoing.
- Offered phone and counter services in French in both the Firearms and Private Security Sections.

**Court Services will:**

1) *support French-language training offered at Université Sainte-Anne and through internal training seminars for existing employees;*

- A French court reporter was provided seven weeks of French one-on-one tutoring at Université Sainte-Anne.
- Three Provincial Court Judges took a week of Formation linguistique juridique, Legal Language Education offered May 2017 to provincial court judges in Caraquet, N.B. and three more participated for a week in October 2017.
- Two employees participated in the Semaine de perfectionnement en français juridique January 23-27, 2018 in Ottawa, Ontario offered by the Centre canadien de français juridique.
- Five one-day French legal terminology training sessions were offered by the Centre canadien de français juridique in three regions of the province with a

|  |   |
|--|---|
| <p>canadien de français juridique dans trois régions de la province. En tout, 39 personnes y ont participé, certaines à plusieurs reprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Deux ateliers sur la correspondance juridique en français ont été offerts à six membres du personnel par l'Université de Saint-Boniface.</li> <li>➤ Dix-sept personnes ont suivi des cours de français à différents niveaux offerts par l'Université Sainte-Anne.</li> <li>➤ Neuf personnes ont suivi des cours de français en ligne offerts par l'Université Sainte-Anne.</li> <li>➤ Trois juges francophones de la Cour provinciale ont suivi 30 heures de tutorat en français et ont reçu du matériel en français.</li> <li>➤ Deux membres du personnel ont participé à un webinaire en français (les 24 septembre et 13 octobre 2017) offert par le Centre canadien de français juridique sur les sujets de la santé mentale et de la diversité.</li> </ul> <p>2) <i>Faire traduire les modifications aux Règles de procédure civile.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les modifications adoptées par la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse en mai et en juin 2017 et en janvier et en février 2018 ont été traduites et incorporées dans les Règles de procédure civile en français. Les Règles mises à jour ont été affichées sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse à <a href="http://courts.ns.ca/civil_procedure_rules/cpr_home.htm">http://courts.ns.ca/civil_procedure_rules/cpr_home.htm</a></li> </ul> <p>3) <i>Continuer d'appuyer le Programme d'information pour les parents en français.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des gazouillis en français et en anglais portant sur le Programme ont été affichés avec régularité.</li> <li>➤ Les lettres envoyées aux clients et le site Web du droit de la famille (NS Family Law) indiquent que le programme est offert en français et qu'on peut le suivre en personne ou en ligne.</li> </ul> | <p>total of 39 employees participating, some several times.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Two French legal correspondence and one French Legal Correspondence workshops were offered by the Université de Saint-Boniface to six employees.</li> <li>➤ Seventeen employees participated in numerous levels of French training offered at Université Sainte-Anne.</li> <li>➤ Nine employees participated in online French training offered by Université Sainte-Anne.</li> <li>➤ Provided 30 hours of French tutoring plus material to three French provincial court Judges.</li> <li>➤ Two employees participated in online webinars in French (September 24 and October 13, 2017) offered by the Centre canadien de français juridique (CCFJ). The topics were Mental Health and Diversity.</li> </ul> <p>2) <i>continue to translate amendments to Civil Procedure Rules;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The Nova Scotia Supreme Court amendments of May and June 2017, as well as the ones from January and February 2018, were translated and integrated into the French Civil Procedure Rules. Updated Rules were published on the Courts of Nova Scotia website, at <a href="http://courts.ns.ca/civil_procedure_rules/cpr_home.htm">http://courts.ns.ca/civil_procedure_rules/cpr_home.htm</a>.</li> </ul> <p>3) <i>continue to support the French-language Parent Information Program (PIP);</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ French &amp; English tweets posted regularly.</li> <li>➤ PIP letters and NS Family Law website continue to advertise availability of PIP in French, in person or online.</li> </ul> |
|--|---|

|  |  |
|--|--|
| <p>4) <i>Continué de travailler à la conception et à l'élaboration d'une trousse d'informations en français pour les jurés.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans le cadre d'un projet pluriannuel, un comité continuera de passer en revue la trousse d'informations destinée aux jurés, y compris la question des procès en français avec jurés.</li> </ul> <p>5) <i>Faire traduire des testaments rédigés en français.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En 2017, le ministère de la Justice a fourni des fonds pour la traduction de deux testaments rédigés en français – Activité continue.</li> </ul> <p>6) <i>Obtenir les services d'un juge, d'une sténographe juridique et d'interprètes francophones pour des procédures, conformément à l'article 530 du Code criminel et à la Loi sur les contraventions (loi fédérale).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des services d'interprétation ont été offerts à 84 occasions représentant 380 heures lors de différentes audiences dans la province, notamment lors de deux procès tenus en français.</li> <li>➤ Les procédures pour un divorce non contesté se sont déroulées en français à Port Hawkesbury.</li> </ul> <p>7) <i>Faire traduire certaines publications du Ministère.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un rapport présentenciel a été traduit en français pour le tribunal.</li> <li>➤ Six formulaires révisés portant sur le divorce non contesté (FD1, FD2A, FD2B, FD3, FD5, FD6) ont été traduits en français et affichés sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse<br/><a href="http://courts.ns.ca/Civil_Procedure_Rules/cpr_in_french.htm#divorceFrench">http://courts.ns.ca/Civil_Procedure_Rules/cpr_in_french.htm#divorceFrench</a></li> <li>➤ Sept formulaires utilisés à la cour pénale ont été traduits et envoyés au comité des formulaires pour étude : 3</li> </ul> | <p>4) <i>work to design and, develop, a French-language jury administration package;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Committee to continue review of the Jury Information Package, including the issue of French Jury Trials (multi-year project).</li> </ul> <p>5) <i>provide translation on French-language wills;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ In 2017, the Department of Justice provided funding for the translation of two French wills - ongoing.</li> </ul> <p>6) <i>arrange for a French-speaking judge, court reporter and interpreters for proceedings in accordance with section 530 of the Criminal Code of Canada and the Federal Contraventions Act;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Interpreter services provided on 84 occasions for 380 hours of interpretation services at various court hearings throughout the Province including two French trials.</li> <li>➤ An uncontested divorce proceeding in French took place in Port Hawkesbury.</li> </ul> <p>7) <i>translate selected Justice publications;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Presentence Report translated in French for the court.</li> <li>➤ Six revised uncontested divorce forms (FD1, FD2A, FD2B, FD3, FD5, FD6) were translated and published on the Courts of Nova Scotia Website<br/><a href="http://courts.ns.ca/Civil_Procedure_Rules/cpr_in_french.htm#divorceFrench">http://courts.ns.ca/Civil_Procedure_Rules/cpr_in_french.htm#divorceFrench</a></li> <li>➤ Seven criminal court forms (3 Order of Prohibition, Fine Order, Order to comply Sex Offender Information Registration Act, Deferred Custody, and</li> </ul> |
|--|--|



|  |  |
|--|--|
| <p>ordonnances d'interdiction, une ordonnance d'amende, une ordonnance de respect de la loi sur l'enregistrement des informations sur les délinquants sexuels, la garde avec sursis et autres conditions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Site Web du droit de la famille – traduction en fonction des ressources disponibles.</li> </ul> <p>8) <i>Faire la promotion du site Web « Families Change » lors d'une campagne dans les médias sociaux avec des messages dans les deux langues officielles du Canada.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Il y a eu une campagne dans les médias sociaux et la publication de deux annonces dans le <i>Courrier de la Nouvelle-Écosse</i>, une en novembre et l'autre en décembre 2017.</li> <li>➤ Il y a eu aussi révision et modification des pages en français sur le site Web <i>Families Change</i> de la Nouvelle-Écosse.</li> </ul> <p>9) <i>Maintenir la capacité d'offrir des services en français.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Du personnel bilingue a été embauché dans les secteurs de service clés. Cette année, deux juges bilingues ont été nommés à la Cour provinciale.</li> <li>➤ Les compétences en français d'une personne ont été évaluées à l'Université Sainte-Anne.</li> <li>➤ L'exposé en PowerPoint sur le divorce a été traduit en français et la narration a été enregistrée en novembre 2017. Le 31 mars 2018, la vidéo était sur le site Web du droit de la famille.</li> </ul> <p>10) <i>Nouveaux éléments</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des rapports sommaires ont été rédigés sur l'analyse des données tirées de l'évaluation des commentaires sur la formation en terminologie juridique. Le premier rapport a été publié le 12 décembre 2017 et le deuxième, le 20 mars 2018.</li> <li>➤ Les Services judiciaires ont exploré la possibilité de faire traduire l'exposé en PowerPoint et la série de vidéos sur le</li> </ul> | <p>Other Conditions) were translated and sent to the forms committee for reviews.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ NS Family Law website – translation is ongoing as resources allow.</li> </ul> <p>8) <i>promote Families Change website through a social media campaign with posts in both official languages;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Conducted a social media campaign, with two ads published in <i>Le Courier</i>, November and December 2017.</li> <li>➤ Revised and amended the French pages of the <i>Families Change Nova Scotia</i> website.</li> </ul> <p>9) <i>maintain capacity to offer services in French;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Continued to employ bilingual staff in key service areas. This year, appointed two bilingual judges to provincial court.</li> <li>➤ Evaluated one staff at Université Sainte-Anne for French proficiency.</li> <li>➤ Translated Divorce PowerPoint into French; narration recorded in November 2017. Video completed and uploaded on NS Family Law site by March 31, 2018.</li> </ul> <p>10) <i>Added items</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Produced data analysis summary reports from evaluation of legal terminology training feedback. Finalized first report on December 12, 2017 and second report on March 20, 2018;</li> <li>➤ Explored the possibility of translating Divorce PowerPoint and video series.</li> </ul> |
|--|--|

divorce.

- Les Services judiciaires ont fait traduire les clauses obligatoires du mariage civil et le matériel pertinent. Le matériel a été transmis électroniquement aux personnes qui peuvent présider aux mariages civils et fourni durant les séances de formation.
- Les Services judiciaires ont rédigé un rapport et des recommandations préliminaires, en ont discuté et les ont déposés au Conseil exécutif. Ils ont demandé l'approbation d'un contrat de 5 ans pour l'administration et l'application de l'entente relative à la *Loi sur les contraventions* avec Justice Canada.

#### **Les Services correctionnels**

1) *Les Services correctionnels maintiennent et mettent à jour la page Web Bonjour! sur les services en français sur le site Web du Ministère.*

- Deux membres du personnel du bureau communautaire des Services correctionnels à Port Hawkesbury ont répondu au téléphone en disant Hello, Bonjour.
- Quatre rapports présenticiels ont été faits en français (2 à Dartmouth, 1 à Yarmouth/Digby et 1 à Halifax).
- La foire aux questions sur le système téléphonique à l'intention des délinquants a été versée sur la page Web des Services correctionnels.
- Le lien au site Web en français du Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s (RCAFD), <https://national9.wixsite.com/cfcn-french>, a été mis sur la page d'accueil des Services correctionnels, sous Ressources.

2) *Les Services correctionnels améliorent les programmes pédagogiques en français pour les délinquants, jeunes et adultes qui en font la demande.*

- Translated the mandatory civil wedding clauses and other supporting materials. This material was provided electronically to those designated to preside over civil weddings, and during training sessions.
- Drafted, negotiated and filed report and recommendation to the Executive Council, sought approval for a 5-year contract for the Federal Contravention administration and enforcement agreement with Justice Canada;

#### **Correctional Services will:**

1) *maintain and update the "Bonjour!"/Services en français webpage on the department's website;*

- Two employees from the Correctional Services Community office in Port Hawkesbury answered the phone with 'Hello/Bonjour'.
- Four presentence reports completed in French (2 Dartmouth, 1 Yarmouth/Digby, 1 Halifax).
- Correctional Services webpage updated for the Offender Phone System FAQs.
- French website link added for Canadian Families and Corrections Network (CFCN) <https://national9.wixsite.com/cfcn-french> to Resources on the Correctional Services homepage.

2) *enhance educational programming for adult and youth offenders provided in French as requested;*

|  |   |
|--|---|
| <p>➤ Deux enseignantes ont offert un soutien à l'acquisition ou au maintien du français à un jeune au bureau communautaire des Services correctionnels à Bedford et à deux délinquants à l'établissement correctionnel du Nord-Est.</p> <p>3) <i>Continuer d'augmenter la capacité de répondre aux demandes pour des services en français au sein du Ministère en déterminant qui, parmi le personnel, est en mesure de suivre une formation pour offrir des services en français. Offrir des services en français aux clients du gouvernement et continuer d'embaucher du personnel bilingue dans les secteurs de service clés.</i></p> <p>➤ Deux membres du personnel du bureau communautaire des Services correctionnels de Port Hawkesbury et deux autres de celui de Yarmouth ont parlé en français aux délinquants qui ont demandé qu'on leur parle en français.</p> <p>➤ Une agente de probation a rencontré des délinquants dans une collectivité acadienne et communiqué en français avec le personnel responsable de l'immeuble où les Services correctionnels louent un espace.</p> <p>4) <i>Continuer de veiller à ce que le personnel profite des possibilités de suivre des cours de français.</i></p> <p>➤ Deux membres du personnel du bureau communautaire des Services correctionnels de Port Hawkesbury et deux autres de celui de Yarmouth ont suivi les séances de formation sur la terminologie juridique en français quand cela était possible.</p> <p>➤ Une agente de probation a participé à des webinaires en français et suivi un cours de français intermédiaire de 10 semaines en ligne offert par les Affaires acadiennes.</p> <p><b>Les Services juridiques</b></p> <p>1) <i>Continuer d'accroître la capacité de répondre aux demandes</i></p> | <p>➤ Two teachers provided support for French-language acquisition/maintenance to one youth at community corrections in Bedford and two offenders at Northeast Nova Scotia Correctional Facility.</p> <p>3) <i>continue to increase capacity to respond to French-language services requests in the Department of Justice by identifying staff capable of (or suitable for) training to provide services. Provide French-language services to government clients and continue to employ bilingual staff in key service areas;</i></p> <p>➤ Two employees from the Correctional Services Community office in Port Hawkesbury and two more from the Correctional Services Community office in Yarmouth spoke French to offenders upon request.</p> <p>➤ A Probation Officer met offenders at a French Acadian community and communicated in French with the staff in charge of the building where they rent space.</p> <p>4) <i>continue to ensure staff are taking advantage of relevant French-language training opportunities.</i></p> <p>➤ Two employees from the Correctional Services Community office in Port Hawkesbury and 2 more from the Correctional Services Community office in Yarmouth attended French legal terminology training opportunities when possible.</p> <p>➤ A Probation Officer participated in French online webinars and completed a 10-week online French intermediate training program offered by Acadian Affairs.</p> <p><b>Legal Services will:</b></p> <p>1) <i>continue to increase capacity to respond to the demand for French-language</i></p> |
|--|---|

|   |  |
|---|--|
| <p><i>pour des services en français partout au Ministère en identifiant le personnel des services juridiques et de soutien qui peuvent offrir des services en français aux clients.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les Services juridiques ont embauché une avocate qui possède des compétences en français.</li> </ul> <p>2) <i>Veiller à ce que les membres du personnel et les avocats continuent de profiter des possibilités de formation pertinentes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Six avocats et une assistante juridique ont suivi un cours de terminologie juridique en français offert à Halifax par le Centre canadien de français juridique.</li> <li>➤ Quatre avocats et une assistante juridique ont suivi les ateliers sur la communication et la correspondance juridiques en français offerts par l'Université de Saint-Boniface.</li> <li>➤ Quatre avocats ont suivi des cours de français, à différents niveaux de compétences, offerts par l'Université Sainte-Anne.</li> </ul> <p><b>Le Service des poursuites publiques</b></p> <p>1) <i>Garder à jour une liste des avocats de la poursuite qui peuvent faire des procès en français afin de pouvoir respecter l'article 530.1 du Code criminel.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La liste des avocats de la poursuite qui peuvent faire des procès en français est tenue à jour par le bureau principal. Ces avocats ont des cartes professionnelles bilingues pour souligner le fait qu'ils parlent français.</li> </ul> <p>2) <i>Garder à jour une liste des membres du personnel qui peuvent communiquer en français avec les parties intéressées et encourage la participation au programme Bonjour!</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La personne qui participait au programme <i>Bonjour!</i> dans la région d'Halifax est partie. Elle sera remplacée au cours</li> </ul> | <p><i>services throughout Justice by identifying legal and support staff capable of providing French-language service to clients.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Hired a lawyer with French proficiency.</li> </ul> <p>2) <i>ensure staff and lawyers continue to take advantage of relevant training opportunities.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Six lawyers and one legal assistant studied French legal terminology training offered by the Centre canadien de français juridique in Halifax;</li> <li>➤ Four lawyers and one legal assistant took French Legal Communication/Correspondence workshops offered by the Université de Saint-Boniface;</li> <li>➤ Four lawyers participated in numerous levels of French training offered at Université Sainte-Anne.</li> </ul> <p><b>Public Prosecution Service will:</b></p> <p>1) <i>maintain and update a list of Crown Attorneys able to conduct trials in French pursuant to s. 530.1 of the Criminal Code;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ A list of Crown Attorneys able to conduct French trials has been maintained and updated by Head Office. They have been provided with bilingual business cards to promote their ability to speak French.</li> </ul> <p>2) <i>maintain a list of staff members able to communicate with stakeholders in French and encourage participation in the "Bonjour!" campaign;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The staff member who participated in the "Bonjour" campaign in Halifax Region has left, seeking her replacement will be carried over into the next</li> </ul> |
|---|--|

|  |  |
|--|--|
| <p>du prochain exercice et la mise à jour de la liste se fera à ce moment-là.</p> <p>3) <i>Faire la promotion des possibilités de suivre des cours de français offerts par le gouvernement provincial et d'autres organismes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les possibilités de suivre des cours de français ont été communiquées à tous les employés à temps pour qu'ils puissent s'inscrire. En 2017-2018 : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un avocat de la poursuite a participé à la semaine de perfectionnement en français juridique à Ottawa (Ontario) du 23 au 27 janvier 2018, offerte par le Centre canadien de français juridique.</li> <li>○ Cinq avocats de la poursuite ont suivi des cours de français à différents niveaux de compétence à l'Université Sainte-Anne</li> <li>○ Trois avocats de la poursuite ont participé au cours de terminologie juridique en français.</li> <li>○ Une coordonnatrice a participé à un atelier sur la correspondance juridique en français.</li> </ul> </li> </ul> <p>4) <i>Maintenir une section en français sur le site Web du Service des poursuites publiques.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des renseignements en français sont affichés sur le site Web du Service des poursuites publiques à <a href="https://novascotia.ca/pps/Default-fr.asp">https://novascotia.ca/pps/Default-fr.asp</a></li> </ul> <p><b>L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse</b></p> <p>1) <i>Continuer de mettre à jour le contenu en français sur son site Web.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le contenu du nouveau site a été traduit en français – Activité continue.</li> </ul> <p>2) <i>Fournir des cartes professionnelles bilingues aux avocats qui offrent des services en français.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sur demande – Activité continue.</li> </ul> | <p>year.</p> <p>3) <i>promote the availability of French-language training available through the provincial government and elsewhere;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Training opportunities have been communicated to all staff in a timely fashion. <u>In 2017-18:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ One Crown Attorney went to the Semaine de perfectionnement en français juridique January 23-27, 2018 in Ottawa, Ontario offered by the Centre canadien de français juridique.</li> <li>○ Five Crown Attorneys took various levels of French training at Université Sainte-Anne.</li> <li>○ Three Crown Attorneys participated in French Legal Terminology training.</li> <li>○ A coordinator participated in a French Legal Correspondence workshop.</li> </ul> </li> </ul> <p>4) <i>keep a French-language component on the Public Prosecution Service website.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ French information is available on the Public Prosecution Service website at <a href="https://novascotia.ca/pps/Default-fr.asp">https://novascotia.ca/pps/Default-fr.asp</a>.</li> </ul> <p><b>Nova Scotia Legal Aid will:</b></p> <p>1) <i>continue to maintain French-language content of Legal Aid website;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ New site's content translated in French – ongoing.</li> </ul> <p>2) <i>provide bilingual business cards to lawyers providing service in French;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Available as requested – ongoing.</li> </ul> |
|--|--|

|   |  |
|---|--|
| <p>3) <i>Continuer de faire de la connaissance du français un atout lors de l'embauche de nouveaux employés.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sur tous les avis de concours, il y a une mention comme quoi le bilinguisme est un atout. Activité continue.</li> </ul> <p>4) <i>Continuer de promouvoir auprès de tous les employés les cours de français offerts par les gouvernements.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Tous les employés sont informés de tous les cours offerts. Activité continue.</li> <li>➤ Une avocate a suivi le cours de terminologie juridique en français.</li> </ul> <p>5) <i>Imprimer 2000 fiches sur le droit des pauvres et la justice sociale et en fournir à tous les bureaux de l'Aide juridique et des centres de justice pour distribution. Faire traduire et imprimer l'affiche sur la justice sociale si le budget le permet.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Activités reportées.</li> </ul> <p>6) <i>Embaucher des interprètes pour des entrevues quand il n'est pas possible d'avoir un avocat qui parle français.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les avocats peuvent obtenir les services d'interprètes au besoin.</li> </ul> <p>7) <i>Nouvel élément</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En 2017-2018, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse a embauché deux avocats et une stagiaire en droit qui parlent français.</li> </ul> | <p>3) <i>continue to make proficiency in French a desirable asset in hiring new personnel;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bilingual as asset listed in all job postings – ongoing.</li> </ul> <p>4) <i>continue to offer French-language training made available by government to all employees;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ All courses made available offered to all staff – ongoing.</li> <li>➤ One lawyer participated in French legal terminology.</li> </ul> <p>5) <i>will print 2000 Social Justice/Poverty Law Cards and provide cards to every Legal Aid Offices and Justice Centre for distribution. Will translate and print poster advertising Social Justice as budget allows;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Carry over items.</li> </ul> <p>6) <i>hire interpreters for interviews when a bilingual lawyer is not available.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Lawyers able to secure translators when needed.</li> </ul> <p>7) <i>New item</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ In 2017-18 Nova Scotia Legal Aid hired two French speaking lawyers and a French speaking articling clerk.</li> </ul> |
| <p><b>Objectif stratégique n° 3 – Engagement communautaire et sensibilisation</b></p> <p>Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor, le ministère de la Justice, l'Aide juridique et le Service</p>   | <p><b>Strategic Objective 3: Community engagement and outreach</b></p> <p>To engage the Acadian and francophone community and provide services which support its development and growth, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p>   |

|   |   |
|---|---|
| <p>des poursuites publiques se sont engagés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ établir des relations entre le gouvernement et la communauté acadienne et francophone par des engagements formels et informels et par l'offre de services en français lors des consultations;</li> <li>○ encourager les francophones à présenter une demande pour devenir membres des conseils, des agences et des commissions.</li> </ul> <p><b>Mesures prévues en 2017-2018</b><br/>Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques sont chargés d'administrer la justice, de promouvoir la sécurité des Néo-Écossais grâce à des programmes, à des services et à des initiatives liés à la justice. Par conséquent, ils se sont engagés à travailler en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement, des partenaires du secteur de la justice et des organismes communautaires pour établir et maintenir des partenariats stratégiques, ce qui est un élément clé de beaucoup de leurs initiatives.</p> <p><b>Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2017-2018</b></p> <p><b>Les Services juridiques</b><br/>1) <i>Fournir des avis de qualité à leurs clients, notamment aux Affaires acadiennes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les Services juridiques ont continué d'offrir des avis juridiques et du soutien aux Affaires acadiennes selon les besoins.</li> </ul> <p><b>Les Services judiciaires</b><br/>1) <i>Consulter et rencontrer régulièrement l'AJEFNE afin d'explorer les secteurs où des services additionnels pourraient être offerts à la communauté acadienne et francophone;</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ building relationships between government and the French-speaking community through formal and informal engagements and providing French-language services during consultations; and</li> <li>○ encouraging francophones to apply for positions on Agencies, Boards and Commissions.</li> </ul> <p><b>Planned Measures for 2017-2018</b><br/>The Department of Justice, NSLA and PPS are responsible for the administration of justice and for promoting the safety and security of Nova Scotians through justice-related programs, services and initiatives. As such, they are committed to working collaboratively with other government departments, justice partners and community organizations to establish and maintain strategic partnerships, which is a key component of many of their initiatives.</p> <p><b>Progress in Reaching Goals and Objectives for 2017-2018</b></p> <p><b>Legal Services will:</b><br/>1) <i>provide quality advice to its clients, including Acadian Affairs.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Legal Services continued to provide legal advice and legal supports to Acadian Affairs as required.</li> </ul> <p><b>Court Services will:</b><br/>1) <i>consult and meet regularly with l'AJEFNE to explore areas where enhanced services could be offered to the Acadian and francophone community;</i></p> |
|---|---|

|   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Depuis 2015, la coordonnatrice des services en français du Ministère copréside le groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles à Ottawa et elle est en communication avec le comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles. Elle a assisté à une rencontre à Ottawa en mai 2017.</li> <li>➤ Le Ministère a aussi été l'hôte du groupe de travail FPT sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles en novembre 2017, offrant à la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) et l'Office des affaires acadiennes et de la francophonie l'occasion de discuter des services en français sur les plans communautaire, juridique et gouvernemental.</li> <li>➤ La coordonnatrice a rencontré la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) et l'Office des affaires acadiennes et de la francophonie le 24 octobre 2017 pour présenter les services en français offerts au ministère de la Justice, à l'Aide juridique et au Service des poursuites publiques.</li> <li>➤ Un agent de probation de Yarmouth s'est adressé à des étudiants de l'Université Sainte-Anne en novembre 2017 pour parler de sa carrière et des liens qui existent entre sa carrière et le travail social.</li> </ul> <p>2) <i>Appuyer les activités organisées pour les élèves francophones à l'occasion de la Journée du droit.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le Ministère a fourni du financement et des contributions en nature pour appuyer les activités de l'AJEFNE lors de la Journée du droit.</li> </ul> <p><b>L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>Offrir du matériel bilingue avec son programme d'approche.</i></li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Since 2015, the Justice French-language Services Coordinator co-chairs the Federal, Provincial and Territorial (FPT) Working Group on Access to Justice in both Official Languages in Ottawa and liaises with the Advisory Committee on Access to Justice in both Official languages. She attended a meeting in Ottawa May 2017.</li> <li>➤ Justice Nova Scotia also hosted the FPT Working Group on Access to Justice in both Official Languages in November 2017, providing an opportunity for la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) and Acadian Affairs and the francophonie to discuss French-language services at the community, legal, and governmental levels.</li> <li>➤ Met with la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) and Acadian Affairs et la francophonie October 24, 2017, to present about French-language services available at the Department of Justice, Nova Scotia Legal Aid and Public Prosecution Service.</li> <li>➤ A Yarmouth Probation Officer offered a French presentation to a class at Université Sainte-Anne November 2017 about his career and how it relates to Social Work.</li> </ul> <p>2) <i>support Law Day activities for French students.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The Department of Justice provided funding and offered in-kind contributions to support AJEFNE with Law Day.</li> </ul> <p><b>Nova Scotia Legal Aid will:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>offer bilingual material with their outreach program;</i></li> </ul> |
|---|--|



|  |   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'Aide juridique fera traduire et imprimer un nouveau dépliant quand le budget le permettra. Activité reportée.</li> </ul> <p>2) <i>Organiser des rencontres annuelles avec l'AJEFNE et la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse pour discuter des besoins de la communauté acadienne et francophone.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une rencontre sera fixée. Activité continue.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ translate and print new Brochure as budget allows - Carry over.</li> </ul> <p>2) <i>schedule annual meetings with AJEFNE and la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) to discuss the needs of Acadians and francophone communities.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Meeting will be scheduled - Ongoing</li> </ul>  |
| <p><b><i>Buts, objectifs et mesures pour 2018-2019</i></b></p> <p><b><i>Buts et objectifs pour 2018-2019</i></b></p> <p><b><i>Objectif stratégique n° 1 : Appui aux structures administratives internes – Renforcer les cadres politiques, législatifs et administratifs</i></b></p> <p>Pour se faire les champions des structures administratives internes en renforçant les cadres de planification, d'administration et d'élaboration de politiques pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i> et de son règlement et en assurer le soutien, le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ appliquer la <i>Loi sur les services en français</i> et son règlement;</li> <li>○ contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement provincial sur les services en français;</li> <li>○ continuer d'élaborer et d'appliquer des politiques pour appuyer la prestation de services en français;</li> <li>○ sensibiliser les employés aux services en français, appuyer les employés et augmenter la capacité du gouvernement d'offrir des services en français.</li> </ul> | <p><b><i>Goals, Objectives, and Measures for 2018-2019</i></b></p> <p><b><i>Goals and Objectives for 2018-2019</i></b></p> <p><b><i>Strategic Objective 1: Support to internal administrative structures: strengthening the policy, legislative and administrative frameworks</i></b></p> <p>To champion and support the internal administrative structures by strengthening the policy, legislative and administrative frameworks for the implementation of the <i>French-language Services Act</i> and Regulations, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ implementing the Nova Scotia <i>French-language Services Act</i> and Regulations;</li> <li>○ contributing to the provincial government's Annual Plan and Progress Report on French-language services;</li> <li>○ ongoing development and implementation of policies and procedures to support the delivery of French-language services; and</li> <li>○ sensibiliser les employés aux services en français, appuyer les employés et augmenter la capacité du gouvernement d'offrir des services en français.</li> </ul> |

**Mesures prévues en 2018-2019**

Le Ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques appuient la *Loi sur les services en français* et son règlement et s'engagent à préparer et à afficher sur le site Web du Ministère au plus tard le 31 mars 2019, le rapport sur le plan de services en français pour l'exercice de 2018-2019 ainsi que le plan pour l'exercice de 2019-2020.

**Le Ministère de la Justice**

- Revoir sa politique sur les cours de français et les besoins des divisions chaque année. La coordonnatrice des services en français du Ministère fera un suivi auprès de chaque division avant le 30 juin de chaque année sur les besoins indiqués afin de veiller à ce que les personnes qui doivent répondre à ces besoins reçoivent la formation nécessaire.

**Les Services judiciaires**

- Publier dans le manuel de la Cour provinciale le protocole d'audience en français qui reflète tout changement aux pratiques dans les tribunaux.

**La Division de la gestion de l'information et des politiques**

- Faire traduire le matériel promotionnel sur les conseils, les agences et les commissions, de même que les lettres d'appui pour l'élaboration d'un plan d'action pour le recrutement qui reflète la diversité au sein des conseils, des agences et des commissions.

**Le Service des poursuites publiques**

- Continuer d'être représenté au sein du comité sur les services en français du Ministère.
- Garder à jour une liste des avocats de la poursuite qui peuvent conduire des procès en français afin de pouvoir respecter l'article 530.1 du *Code criminel*.

**Planned Measures for 2018-2019**

Supportive of the *French-language Services Act* and Regulations, the Department of Justice, Nova Scotia Legal Aid and Public Prosecution Service are dedicated to drafting and making public on the Department of Justice website, the 2018-19 French-language Services Accountability Report and the French-language Plan for 2019-2020 in both official languages by March 31, 2019.

**The Department of Justice will:**

- review the French training policy and its operational needs tables annually. The departmental FLS coordinator will follow up with each Division on any identified needs by June 30 every year to ensure those identified in the operational needs tables are receiving training as identified.

**Court Services will:**

- have the French Hearing Protocol, reflecting any change to practices in the courts, published in the Nova Scotia Provincial Court Manual;

**Policy and Information Management will:**

- translate Agencies, Boards and Commissions (ABC) promotional material and Ministerial letters in support of an ABC Diversity Recruitment Action Plan.

**Public Prosecution Service will:**

- continue to have a representative on the Department of Justice French-language services committee;
- maintain and update a list of Crown Attorneys able to conduct trials in the French-language pursuant to s.530.1 of the *Criminal Code*; and

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Garder à jour une liste des membres du personnel qui peuvent communiquer en français avec les parties intéressées et encouragera la participation au programme <i>Bonjour!</i> Activité de 2017-2018 qui continue.</li> </ul> <p><b>L'Aide juridique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer de consulter les intervenants francophones.</li> <li>• Continuer à faire partie du comité consultatif sur les services en français du Ministère.</li> <li>• Publier sur son site Web des extraits du plan de services en français portant sur l'aide juridique dans les deux langues officielles du pays.</li> </ul> <p><b>Objectif stratégique n° 2 : Appuyer l'élaboration, la planification et la prestation de services en français au public</b></p> <p>Pour appuyer la planification, l'élaboration et la prestation de services en français au public, le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ offrir des services et des documents d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone;</li> <li>○ augmenter la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires;</li> <li>○ appuyer l'apprentissage du français chez les employés;</li> <li>○ mesurer les avantages et l'efficacité des cours de français auprès des participants.</li> </ul> <p><b>Mesures prévues en 2018-2019</b></p> <p>En appuyant l'offre active des services en français, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à continuer d'offrir au public</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Retain a list of staff members able to communicate with stakeholders in French and encourage participation in the "<i>Bonjour!</i>" campaign; Carried over from 2017-2018.</li> </ul> <p><b>On an ongoing basis, Nova Scotia Legal Aid will:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• continue to consult with French-language stakeholders;</li> <li>• maintain membership on the Department of Justice French-language Services Advisory Committee; and</li> <li>• publish, on the Legal Aid website, excerpts about Legal Aid in both official languages.</li> </ul> <p><b>Strategic Objective 2: Support the development, planning, and delivery of French-language services to the public</b></p> <p>In support of French-language services development, planning, and delivery to the public, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community;</li> <li>○ increasing capacity to provide French-language services in priority areas;</li> <li>○ supporting French-language training for staff; and</li> <li>○ measuring the benefits and effectiveness of French-language training, with course participants.</li> </ul> <p><b>Planned Measures for 2018-2019</b></p> <p>Offering French services by making an active offer, the Department, NSLA and PPS are dedicated to the delivery of French services and information to the public on an ongoing basis. They are committed to publishing applicable external</p> |
|--|--|

des services et des informations en français. Ils se sont engagés à publier les communications externes pertinentes, comme les communiqués, sur leur site Web, à mener des campagnes promotionnelles dans les deux langues officielles du pays et à maintenir quelques lois dans les deux langues officielles du pays pour améliorer la prestation des services en français. Différents cours de français et à différents niveaux de compétence seront offerts aux employés.

Améliorer l'accès à la justice signifie aussi de prendre en considération les besoins des populations qui sont difficiles à joindre. Un accès réel aux services et aux informations signifie que les informations demandées sont données le plus rapidement possible et que les services sont offerts le plus tôt possible. À cette fin, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques offrent, principalement sur leurs sites Web respectifs, divers documents traduits provenant de plusieurs divisions. Quand ils embaucheront de nouveaux employés, ils indiqueront dans les offres d'emploi que la connaissance du français est un atout ou une exigence, selon le cas, et ils feront la promotion des programmes offerts en français. Le Ministère continuera d'offrir, sur demande, les services accessibles en français et d'embaucher des employés bilingues dans les secteurs de service clés,

#### **Gestion de l'information et des politiques**

- Publier sur le site Web du curateur public le matériel éducatif destiné au public sur la capacité et la prise de décisions des adultes (*Adult Capacity and Decision-making Act*) dans les deux langues officielles du pays.

#### **Les Services correctionnels**

- Tenir à jour les pages en français sur le site Web des Services correctionnels.
- Améliorer les programmes pédagogiques en français pour

communications, such as press releases, on their website, offer promotional campaign in both official languages and maintain some laws in both official languages to enhance the delivery of French-language services. Various kinds and levels of French training will be offered to employees.

Improving access to justice also means considering the needs of hard to reach populations. Meaningful access to services and information means that responsive information and services are offered at the optimal time. To that end, they will offer - mainly on their websites - a variety of translated materials from various Divisions. The Department, NSLA and PPS will advertise French-language capacity as an asset or as a requirement where appropriate when hiring new staff, and will promote programs available in French. The Department will continue to provide, upon request, those services that are available in French, as well as employ bilingual staff in key service areas.

#### **Policy and Information Management**

- Publish the public education materials about Adult Capacity and Decision-Making on the Public Trustee's website in both official languages

#### **Correctional Services will:**

- maintain the French web pages on the Department of Justice correctional services website;
- enhance educational programming for adult and youth offenders provided

les délinquants, jeunes et adultes qui en font la demande.

- Continuer de bâtir les compétences pour répondre aux demandes de services en français en reconnaissant les employés qui sont en mesure de fournir des services en français aux clients du gouvernement ou en déterminant qui sont les employés qui pourraient suivre des cours de français et en continuant d'embaucher des personnes bilingues dans les secteurs clés.
- Continuer de veiller à ce que le personnel profite des possibilités de suivre des cours de français, et ce, de façon continue.

#### **La Division de la sécurité publique**

- Continuer d'afficher des postes vacants et d'indiquer, s'il y a lieu, que des compétences en français sont un atout.
- Informer les employés des possibilités de suivre des cours de français et les encourager à en suivre.
- S'aligner avec la mise en œuvre de la loi sur les images intimes et la cyberprotection (*Intimate Images and Cyber Protection Act*) et du règlement connexe. Mettre à jour les dépliants, les formulaires, le site Web, etc. et faire traduire en français tout le matériel.
- Faire traduire d'autre matériel en français s'il y a lieu, notamment les récompenses pour le programme de primes pour aider à élucider les crimes non résolus.

#### Au sein de la Division de la sécurité publique

##### **La sécurité privée**

- Déterminer après examen si le matériel imprimé portant sur la loi sur les chiens d'assistance (*Service Dog Act*) sera traduit en français.

##### **La section des armes à feu**

- Continuer de respecter les critères sur les langues

in French on request;

- continue to build capacity to support French-language services requests by recognizing staff capable of providing French-language services to government clients or by identifying employees suitable for French training and continue to employ bilingual staff in key service areas; and
- continue to ensure staff are taking advantage of relevant French-language training opportunities on an on-going basis.

#### **Public Safety and Security will:**

- continue to advertise vacant positions with French-language considered an asset where appropriate;
- identify, inform, and encourage employees about opportunities for French-language training;
- implement the new Intimate Images and Cyber Protection legislation and corresponding regulations. Brochures, forms, website, etc. will be updated to reflect this and all our material will be translated into French; and
- have other material available in French where appropriate, e.g. "Rewards for Major Unsolved Crimes".

#### Within Public Safety and Security

##### **Private Security**

- will review/determine if printed material related to the *Service Dog Act* will be made available in French.

##### **The Firearms Section**

- continues to meet the Federal language criteria in its programs – ongoing.

officielles dans ses programmes. Activité continue.

#### **L'Unité de prévention du crime**

- Continuer de collaborer avec le Conseil scolaire acadien provincial sur l'approche réparatrice dans les écoles.

#### **L'Unité CyberScan**

- Continuer de présenter des exposés en français sur demande.

#### **La section des armes à feu et la section de la sécurité privée**

- Continuer d'offrir des services en français au téléphone et au comptoir.

#### **Les Services judiciaires**

- Maintenir la capacité d'offrir des services en français en embauchant des employés bilingues au besoin et en indiquant dans les annonces de postes que la connaissance du français est un atout ou une exigence.
- Appuyer les cours de français offerts par l'Université Sainte-Anne, l'Université Saint-Boniface et le Centre canadien de terminologie juridique (avec l'aide financière du gouvernement fédéral).
- Rédiger un rapport sommaire de la formation sur la terminologie en français à partir des sondages remplis à la fin du cours.
- Garder à jour la version française des règles de la procédure civile.
- Continuer d'appuyer le Programme d'information pour les parents en français
- Faire la promotion de la vidéo sur le divorce.
- Concevoir et élaborer une trousse d'administration pour les jurés en français et l'utiliser au besoin.
- Faire rapport des activités et rédiger des recommandations.

#### **The Crime Prevention Unit**

- remains involved with the Conseil Scolaire Acadian Provincial with regards to Restorative Approaches in schools.

#### **Cyber Scan**

- presentations will continue to be available in French upon request.

#### **Firearms Section and the Private Security Section**

- will continue to provide French-language services on the phone and counter services.

#### **Court Services will:**

- maintain capacity to offer services in French by hiring bilingual employees where required, and advertise French-language as an asset or requirement for employment consideration;
- support French-language training offered at Université Sainte-Anne, by Université Saint Boniface, and by the Centre canadien de terminologie juridique (with federal support)
- draft a summary report of French legal terminology training evaluation exit surveys;
- maintain translation of Civil Procedure Rules;
- continue to support the French Parent Information Program;
- promote the French divorce video;
- design, develop and use as required, a French-language jury administration package;
- Report and Recommendation;

- Fournir des services de traduction aux clients pour l'homologation de testaments en français.
- Veiller à ce qu'il y ait un juge et un sténographe judiciaire qui parlent français lors des audiences, conformément à l'article 530 du *Code criminel* et à la *Loi sur les contraventions* (loi fédérale).
- Faire traduire en français des publications sur les services judiciaires et rendre accessible du nouveau matériel en français destiné au public où cela est possible, comme sur les sites Web du droit de la famille de la Nouvelle-Écosse et du Programme d'exécution des ordonnances alimentaires.
- Préparer annuellement une demande de propositions annuelle pour des cours sur la terminologie juridique en français.
- Embaucher plus d'employés bilingues pour les centres de justice dans les régions désignées francophones.
- Une fois approuvés par le comité des formulaires, les formulaires bilingues de la cour pénale (3 ordonnances d'interdiction, une ordonnance d'amende, une ordonnance de respect de la loi sur l'enregistrement des informations sur les délinquants sexuels, la garde avec sursis et autres conditions) seront publiés sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse.

#### **Les Services juridiques**

- Fournir des avis de qualité à leurs clients, notamment l'Office des affaires acadiennes et de la francophonie.
- Continuer d'augmenter la capacité de répondre aux demandes pour des services en français au sein du Ministère en déterminant qui, parmi le personnel juridique et de soutien, est en mesure d'offrir des services en français aux clients.
- Veiller à ce que les membres du personnel et les avocats continuent de profiter des possibilités de formation

- provide probate translation services for clients with French-language wills;
- arrange for a French-speaking judge, court reporter and interpreters for proceedings in accordance with section 530 of the *Criminal Code* of Canada and the Federal *Contraventions Act*;
- Translate justice publications into French and make new French material available to the public where feasible such as on the NS Family Law and MEP websites;
- prepare a yearly request for proposal for French legal terminology training.
- Hire more bilingual staff for Justice Centers in the French designated areas;
- Once approved by the forms committee, bilingual criminal court forms (3 Order of Prohibition, Fine Order, Order to comply Sex Offender Information Registration Act, Deferred Custody, and Other Conditions) will be published on the Courts of Nova Scotia Website;

#### **Legal Services will:**

- provide quality advice to its clients, including Acadian Affairs and the francophonie;
- continue to increase capacity to respond to demands in French throughout Justice by identifying legal and support staff capable of providing French-language services to clients; and
- ensure staff and lawyers continue to take advantage of relevant training opportunities.

pertinentes.

**Le Service des poursuites publiques**

- Faire la promotion des possibilités de suivre des cours de français offerts par le gouvernement provincial et d'autres organismes.
- Maintenir une section en français sur son site Web.

**L'Aide juridique**

- Fournir des cartes professionnelles bilingues aux avocats qui offrent des services en français. Activité continue.
- Faire de la connaissance du français un atout lors de l'embauche de nouveaux employés. Activité continue.
- Faire la promotion des cours de français offerts par le gouvernement auprès de tous les employés. Activité continue.
- Afficher sur son site Web en français le matériel traduit. Activité continue.
- Embaucher des interprètes pour des entrevues quand il n'est pas possible d'avoir un avocat qui parle français. Activité continue.

**Éléments reportés de l'exercice de 2017-2018**

- Imprimer des fiches sur le droit des pauvres et la justice sociale et en fournir à tous les bureaux de l'Aide juridique et à tous les centres de justice pour distribution.
- Faire traduire et imprimer l'affiche sur la justice sociale si le budget le permet.

***Objectif stratégique n° 3 : Communications et consultations avec la communauté francophone***

Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement

**Public Prosecution Service will:**

- promote the availability of French training available through the provincial government and elsewhere; and
- maintain a French component on the Public Prosecution Service website.

**Nova Scotia Legal Aid will on an ongoing basis:**

- provide bilingual business cards to lawyers providing service in French;
- continue to make proficiency in French a desirable asset in hiring new personnel;
- continue to offer French-language training made available by government to all employees;
- publish translated web materials on their French website; and
- hire interpreters for interviews when a bilingual lawyer is not available.

**Carry over from 2017-2018**

- will print Social Justice/Poverty Law Cards and provide cards to every Legal Aid Office and Justice Centre for distribution as budget allows; and
- translate and print poster advertising Social Justice as budget allows.

***Strategic Objective 3: Communications and consultations with the francophone community***

To engage the Acadian and francophone community through communications and consultations in support to its development and growth, the Department of



|  |  |
|--|--|
| <p>et son essor, le ministère de la Justice, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ appuyer la communauté dans son développement en collaborant avec elle, en tenant des consultations et en créant des partenariats;</li> <li>○ consulter la communauté et communiquer avec elle et obtenir d'elle des commentaires et des recommandations;</li> <li>○ assurer la représentation des Acadiens et des francophones au sein des conseils, des agences et des commissions en encourageant les francophones à présenter leur candidature.</li> </ul> <p><b>Mesures prévues en 2018-2019</b><br/>Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques sont chargés d'administrer la justice, de veiller à la sécurité des Néo-Écossais grâce à des programmes, à des services et à des initiatives liés à la justice. Ils se sont engagés à collaborer avec les autres branches du gouvernement, les groupes associés et les parties intéressées pour créer et protéger des activités stratégiques communes. Il s'agit d'un élément essentiel d'un grand nombre de leurs projets.</p> <p>Sur une base continue, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques encourageront les communications avec les Acadiens et les francophones de la Nouvelle-Écosse et se feront les champions des initiatives qui contribuent à l'essor et à la croissance des Néo-Écossais francophones.</p> <p><b>Le Ministère de la Justice</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir des fonds à l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse pour appuyer des activités auprès d'élèves francophones dans le cadre de la Journée du droit.</li> <li>• Publier dans les journaux francophones et au sein des</li> </ul> | <p>Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Supporting the community in its development, through consultation, collaboration and partnerships;</li> <li>○ Consulting and communicating with the community and gain input, feedback and recommendations; and</li> <li>○ Ensuring Acadian and French representation on ABCs by encouraging francophones to apply for positions on Agencies, Boards and Commissions.</li> </ul> <p><b>Planned Measures for 2018-2019</b><br/>The Department of Justice, NSLA and PPS are tasked with the administration of justice and with encouraging the safety and security of Nova Scotians through justice-related programs, services and initiatives. Thus, they are dedicated to collaborating with other branches of government, justice associates and community stakeholders to create and preserve strategic joint ventures, which is a crucial piece of many of their projects.</p> <p>On an ongoing basis, the Department, NSLA and PPS will encourage communication with the Acadian and francophone Nova Scotians and champion undertakings that contribute toward the development and growth of French Nova Scotians.</p> <p><b>The Department of Justice will:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• provide funding to l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse in support of Law Day activities offered to the French students;</li> <li>• advertise positions available for Agencies, Boards and Commissions in</li> </ul> |
|--|--|

conseils, des agences et des commissions les postes vacants dans ces conseils, agences et commissions.

- Appuyer la traduction en français de matériel s'il y a lieu.

#### **L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse**

- Rencontrer une fois par année la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse pour discuter des besoins des collectivités acadiennes et francophones.
- Rencontrer au moins une fois par année l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse pour discuter des besoins des collectivités acadiennes et francophones. Un avocat de l'Aide juridique siège au conseil d'administration de l'Association.
- Offrir du matériel bilingue et du contenu Web sur une base continue.
- Fournir des informations en anglais et en français aux collectivités lors de rencontres, si c'est possible.

#### ***Priorités de la communauté acadienne et francophone***

Le ministère de la Justice respecte les priorités désignées par la communauté acadienne et francophone et essaie de répondre aux besoins spéciaux de ses membres. Grâce à notre partenariat avec l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) et d'autres organismes francophones comme la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), nous avons acquis une meilleure compréhension des besoins de la communauté. Nous continuons à valoriser ces relations et à faire progresser notre affiliation à celles-ci et à d'autres partenaires et organismes communautaires.

Le ministère de la Justice s'est engagé à offrir des informations, des programmes et des services en français aux Néo-Écossais

French newspapers and within the ABCs; and

- support the translation of French material into English as required.

#### **Nova Scotia Legal Aid will:**

- meet at least once yearly with la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse to discuss the needs of Acadians and francophone communities;
- meet at least once yearly with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse to discuss the needs of Acadians and francophone communities. A NSLA lawyer is also on their Board of Directors; and
- offer bilingual materials/web content on an ongoing basis;
- provide bilingual information to communities during outreach when it is available.

#### ***Priorities of the Acadian and Francophone Community***

The Department of Justice respects the identified priorities of the Acadian and francophone community and tries to meet the unique needs of this population. Through our partnership with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) and other francophone organizations such as the Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), we have acquired a better understanding of the community's needs. We continue to value these relationships and aim to further advance our affiliation to these and other community partners and organizations.

The Department of Justice is committed to offering French government information, programs and services to Acadian and francophone Nova Scotians. We look forward

|  |   |
|--|---|
| <p>acadiens et francophones. Nous visons une plus grande collaboration pour augmenter les services en français qui ont été désignés comme un besoin dans la communauté. Nous continuons d'inviter fortement la communauté acadienne et francophone à nous faire parvenir ses commentaires et ses suggestions sur nos services et à nous indiquer dans quel domaine ou programme nous pourrions entreprendre d'offrir des services en français pour répondre à ses besoins.</p> <p>Le ministère de la Justice poursuivra ses discussions et envisagera d'établir des partenariats avec les organismes communautaires pour appuyer les priorités exprimées par cette communauté lors de consultations futures ou par des communications directes.</p>  | <p>to greater collaboration to increase French-language services that have been identified as a need in the community. We continue to urge the Acadian and francophone community to offer feedback on our services and to indicate areas or programs where we could introduce French-language services to meet the community's needs.</p> <p>The Department of Justice will continue discussions and consider partnering with community organizations to support any priorities expressed by this community in future consultations or through direct communications.</p>   |
| <p><b><i>Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone</i></b></p> <p>Les mesures et les initiatives présentées dans le plan découlent du travail préparatoire fait par les services en français du Ministère et reflètent l'engagement du Ministère à appuyer les Néo-Écossais francophones. Le plan continuera à orienter les démarches du comité consultatif sur les services en français du Ministère qui s'efforce de promouvoir activement la préservation et la croissance de la communauté acadienne et francophone.</p> <p>Le ministère de la Justice continuera à promouvoir l'intégration et la préservation de la diversité de la communauté acadienne et francophone par son soutien continu aux services de traduction et d'interprétation, à la formation du personnel et au soutien pour avoir un coordonnateur des services en français dans un poste à temps plein qui est chargé de la gestion de l'entente sur la <i>Loi sur les contraventions</i> du gouvernement fédéral. Le Ministère continuera à travailler activement en partenariat avec les</p> | <p><b><i>Contribution to the Preservation and Growth of the Acadian and Francophone Community</i></b></p> <p>The actions and initiatives presented in this plan build upon the groundwork of current Department of Justice French-language services, and reflects the Department's steadfast commitment to supporting French Nova Scotians. This plan will continue to guide the efforts of the Department of Justice French-language Services Advisory Committee as it endeavors to actively promote the preservation and growth of the Acadian and francophone community.</p> <p>The Department of Justice will continue to promote inclusion and the preservation of diversity of the Acadian and francophone community through its ongoing support for translation and interpretation services, staff training, and support for a full-time French-language Services Coordinator responsible for the management of the Federal <i>Contraventions Act</i> agreement. Justice will continue to actively work in partnership with stakeholders as it considers the identified priorities and needs of French Nova Scotians, ensuring that language is not an obstacle in its mission of delivering excellent client service in our justice system.</p> |

|   |  |
|---|--|
| intervenants alors qu'il étudie les priorités et les besoins énoncés par les Néo-Écossais francophones, en veillant à ce que la langue ne soit pas un obstacle dans sa mission d'offrir un excellent service aux clients du système de justice. |  |
|---|--|